

Temps et Réflexion : une optique estudiantine

Monsieur le Conseiller d'Etat,
Madame la présidente du Conseil de l'Université,
Monsieur le Recteur,
Messieurs les Doyens,
Chères étudiantes,
Chers étudiants,
Mesdames, Messieurs,

J'ai aujourd'hui le privilège de représenter environ 3000 étudiantes et étudiants de l'Université de Neuchâtel. Nul vote ou réunion n'eurent lieu pour plébisciter ce statut honorifique, seule une proposition de la FEN, la Fédération des Etudiants Neuchâtelois, m'a poussé à participer à ce fameux rituel universitaire qu'est le *Dies Academicus*. J'en suis très heureux car l'Université de Neuchâtel a été, et est toujours, selon moi un formidable catalyseur d'idées, qui favorise autant les rencontres sociales que les capacités individuelles. Je mentionnerai à ce titre la, mon expérience de deux ans au sein du Cafignon, le journal des étudiants de Neuchâtel édité par la FEN, qui, je l'espère, apporte un point de vue alternatif à la presse universitaire.

Ce discours, intitulé «Temps et Réflexion : une optique estudiantine » n'engage que ma personne. Prendre la parole pour les autres, et c'est la première fois que j'effectue cet exercice ardu de rhétorique, ne permet pas, me semble-t-il, de représenter tous les intérêts de chacun. Veuillez donc considérer les problématiques évoquées ci-dessous comme une sélection personnelle, et non comme une large palette des couleurs universitaires.

A l'heure de la globalisation des études, l'enseignement supérieur vit des moments difficiles, marqués par la croissance de la population d'étudiants, l'accroissement de leur coût unitaire, et la difficulté à adapter les contenus des cours aux impératifs socio-économiques. Face à ces changements sans précédents, on peut se poser plusieurs questions : faut-il se replier sur une attitude conservatrice où domine la bureaucratie publique et l'inertie des services démultipliés ? Faut-il adopter une logique ultralibérale où les universités seraient en concurrence, le savoir un produit et les étudiants des clients ? Ou alors faut-il prendre le temps d'élaborer des alternatives entre étudiants, professeurs et société civile, où chacun participerait selon ses moyens à l'édification d'une Université libre et conviviale ?

Prendre du temps et réfléchir...C'est cette dernière optique que j'aimerais développer aujourd'hui. Nous la pratiquons souvent sans nous en rendre compte à travers l'exercice de la démocratie, et je propose le terme d'*«autogestion institutionnelle»* pour évoquer cette manière de fonctionner ensemble au quotidien, fondée sur la réflexion commune et la critique. Réfléchir, c'est penser le déjà-pensé, s'interroger sur ce qu'on sait ou croit savoir. Michel Foucault a écrit à ce sujet qu' *« il est des moments dans la vie où la question de savoir si on peut penser autrement qu'on ne pense et percevoir autrement qu'on ne voit est indispensable pour continuer à regarder ou à réfléchir »*. Une réflexion globale, désintéressée et critique, demande du temps. Le temps nous le construisons tous ensemble, et actuellement, l'urgence domine.

Pourtant, il me semble que certaines décisions, comme les accords de Bologne ou la privatisation de certains cours, devrait *de facto* être soumises à toutes les instances intéressées. La réflexion commune qui pourrait s'ensuivre prendrait du temps, mais au moins personne ne se sentirait lésé. On me rétorquera sûrement que l'Université doit être en accord avec les impératifs socio-économiques. Cela est évident, si tel n'était pas le cas l'Un18.10.2004 08:38iversité serait bien inutile ; mais le fait est que les lobbies économiques dictent aujourd'hui leur politique pédagogique. Je maintiens qu'une attitude dirigée vers la rentabilité et le profit ruine l'enseignement de son projet pédagogique. Les relations entre l'avenir de l'Université et celui de la société sont si étroites que l'on ne peut pas prétendre prendre des décisions importantes dans l'urgence de la spéculation et la dépendance économique : le savoir, et surtout la qualité du savoir, pourrait être grandement menacé.

La survie de l'Université dépend aussi de l'interdisciplinarité qui se déploie dans et hors ses murs. Je salue à ce sujet la proposition de notre nouveau Recteur, parue dans le dernier numéro du Cafignon. Il s'agirait de créer un pôle d'études sociétales, qui regrouperait de nombreux Instituts comme celui de géographie, de sociologie, d'ethnologie, d'économie régionale, et bien d'autres Instituts, auxquels on associerai des instances civiles comme le *Forum Suisse des Migrations*, le SIDOS ou l'OFS.

L'Université de Neuchâtel, qui est l'une des plus petites Université d'Europe, bénéficie d'une proximité spatiale qui permet de multiples interactions. Par exemple, la réputation et l'infrastructure des musées comme le *Latenium*, ou le *Musée d'Ethnographie* pourrait amener à la création d'un *Bachelor* ou d'un *Master* en muséologie. Je considère cet aspect local comme un potentiel à exploiter, une chance à saisir : la ville de Neuchâtel pourrait devenir un immense campus entre montagnes et le lac et atteindre une renommée internationale, tant au niveau des Sciences (comme en biologie ou en géologie) qu'au niveau des Lettres et Sciences Humaines (journalisme, psychologie, géographie, sciences de l'éducation, etc.).

J'ajouterai encore que l'Université est, en théorie, le seul lieu où la critique est institutionnelle, le seul lieu où la recherche est désintéressée, gratuite et libre. Les conditions nécessaires pour un travail universitaire digne de ce nom sont, d'après moi, la qualité de l'enseignement, la pertinence des recherches, la connaissance et le débat des problématiques sociale, professionnelles et politiques, ainsi que l'ouverture aux autres langues ; ainsi, l'étudiant peut à la fin de son cursus créer, communiquer, et critiquer, bref devenir un citoyen actif et engagé pour sa communauté. Ces objectifs pédagogiques ne sont cependant pas toujours atteints, en témoigne l'apathie de certains étudiants face aux innombrables défis que propose ce monde turbulent. Je pense que nous, étudiantes et étudiants, ne nous rendons pas compte et de la chance et de l'impact que nous pouvons avoir face à la société. Pourquoi ne pas créer un cours qui permettrait d'anticiper notre vie professionnelle et civique, ou alors un système de tutorat entre professeurs, assistants et étudiants ?

J'aimerais parler maintenant du fameux processus dit de Bologne, qui, à mon avis, englobe les deux notions évoquées ci-dessus : le temps et la réflexion. Son mérite est d'étalonner statistiquement toutes les données sur les objectifs d'enseignement, l'évaluation des cours et les équivalences possibles entre Instituts.

Cette réflexion globale sur l'enseignement ne peut être que souhaitable, lorsqu'on constate le manque évident de pédagogie de la part de certains professeurs : il s'agira alors de faire des bilans de chaque cours et collecter les nombreux retours possibles des étudiants, ou de promouvoir les interactions de type séminaires, forums, ou débats.

Le fait que cette réflexion s'engouffre dans l'urgence de la concurrence effrénée est par contre moins souhaitable. Ce grand projet d'unification du savoir ne peut pas se faire sans concertations politiques et sociales. Jusqu'à présent, les étudiants se sentent déstabilisés face à Bologne : la question des équivalences entre masters et licence n'inspirent guère confiance, suite à la cacophonie qu'ont provoquées les licences inter facultaires, les taxes universitaires risquent de prendre l'ascenseur, et les étudiants ont le sentiment de ne pas être consultés pour la préparation de ce processus qui devrait leur permettre plus de mobilité et de reconnaissances internationales.

Le processus de Bologne part du principe que les élèves sont des étudiants à 100% et les cursus ont été créés en conséquence, plus rigides et plus scolaires. Dans ces conditions, il est plus difficile d'exercer une activité rémunérée en marge des études. Cela rend problématique la garantie de l'égalité des chances, qui est soi-disant une des priorités du processus de Bologne. Les concepteurs des masters seront en concurrence et n'hésiteront pas à augmenter leur prix en gage de qualité. Augmenter les taxes universitaires jusqu'à 5000 CHF ou plus, comme l'a proposé *Economiesuisse*, témoigne d'une volonté de réduire la durée et l'accès aux études, considérées comme trop chères dans une logique de pur profit.

De plus, le *Bachelor* sera fortement dépendant des lobbies économiques puisque le modèle de Bologne augmentera l'employabilité des étudiants par un premier cycle plus pratique, le second, le *Master*, restant plus théorique. Ces titres auront une valeur sur le marché que l'on pourra calculer et échanger ; à juste titre on emploiera la notion de « crédits ». Ainsi, les étudiants deviennent des clients et les études une marchandise. La critique risquera bien de n'être plus qu'une simple externalité négative, comme on dit en jargon économique.

Selon Ivan Illich, « *L'homme ne se nourrit pas seulement de bien et de services, mais de la liberté de façonner les objets qui l'entourent, de leur donner forme à son goût, de s'en servir avec et pour les autres* ». C'est avec cette citation en faveur d'une Université conviviale, indépendante et réfléchie, une Université qui je l'espère se construira bon gré mal gré à la sauce bolognaise, que je terminerai l'exposé de mon optique estudiantine, et j'adresse finalement, de la part de tous les étudiantes et étudiants, mes vœux de succès les plus sincères pour cette nouvelle année universitaire à notre nouveau recteur, Monsieur Strohmeier.

Je vous remercie de votre attention

Blaise Dupuis